



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement de la
commune de Moncontour (86)**

n°MRAe 2018DKNA61

dossier KPP-2017-n°5901

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17, R.122-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le syndicat mixte des eaux de Vienne, reçue le 27 décembre 2017, par laquelle celui-ci demande à la Mission régionale d'autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la révision du zonage d'assainissement de la commune de Moncontour ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 26 janvier 2018 ;

Considérant que la commune de Moncontour (966 habitants en 2014 sur un territoire de 4 106 ha) dispose d'un schéma directeur d'assainissement approuvé en 2001 ;

Considérant que la commune de Moncontour dispose d'une carte communale approuvée en 2011 ;

Considérant que le zonage d'assainissement délimite les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif (effluents traités sur la parcelle) ;

Considérant que le projet de révision du zonage envisage de supprimer sept secteurs (Bourg d'Ouzilly-Vignolles, Sud de Sauzeau, Bourg de Messais, hameau de la Moussauderie, hameau d'Ayron, impasse du Moulin de la Seignerie et route de la Grimaudière) de la zone d'assainissement collectif ;

Considérant que la commune dispose de quatre stations d'épuration : Le bourg d'une capacité nominale de 1 770 équivalent-habitants (900 équivalent-habitants raccordés), Sauzeau d'une capacité nominale de 110 équivalent-habitants (40 équivalent-habitants raccordés), Mont-sur-Messais d'une capacité nominale de 70 équivalent-habitants (1,3 équivalent-habitants raccordés), Saint-Chartres d'une capacité nominale de 195 équivalent-habitants (27 équivalent-habitants raccordés).

Considérant qu'elle dispose ainsi d'une capacité résiduelle collective théoriquement suffisante au regard des 76 équivalents-habitants attendus dans le bourg (43 logements) et 11 équivalents-habitants attendus à Sauzeau (6 logements);

Considérant que l'aptitude des sols à l'infiltration dans les secteurs non desservis par l'assainissement collectif permet la mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif ;

Considérant qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Moncontour soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Moncontour (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

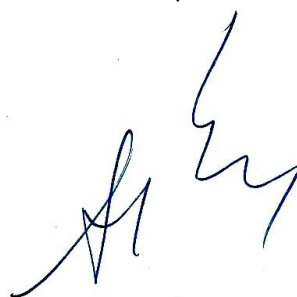
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 12 février 2018

Le membre permanent titulaire de la MRAe
Nouvelle-Aquitaine



Hugues AYPHASSORHO

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.